

Solidarite Fanm Ayisyen - SOFA
Conseil National d'Observation Électorale - CNO
Conseil Haïtien des Acteurs Non Étatiques - CONHANE
Réseau National de Défense des Droits Humains - RNDDH

Communiqué de Presse

Contacteur :

Marie Yolène GILLES COLAS
RNDDH
(509)3728-8466

Maître Gédéon JEAN
CNO
3795-6597

Edouard PAULTRE
CONHANE
3701-5654

Marie Frantz JOACHIM
SOFA
3813-0517

La coalition appelle au sens de responsabilité des détenteurs du pouvoir exécutif et des membres du CEP.

Durant ces derniers jours, la coalition d'observation électorale, composée du *Conseil National d'Observation Electorale* (CNO), du *Conseil Haïtien des Acteurs Non Etatiques* (COHNANE), de la *Solidarité des Femmes Haïtiennes* (SOFA) et du *Réseau National de Défense des Droits Humains* (RNDDH), constate avec consternation les récents développements qui aggravent davantage l'évolution du processus électoral :

- 1- L'établissement du rapport de la Commission d'évaluation électorale dite indépendante, sa soumission au Président de la république et la mise à l'écart de ses recommandations par les concernés ;
- 2- La publication dans le journal officiel "*Le Moniteur*" de la liste controversée des Députés et des Sénateurs nouvellement "élus" en vue de leur prestation de serment le 11 Janvier en cours, ce, en dépit de la recommandation de la CEEI d'une réévaluation et d'un examen approfondi des dossiers de plaintes et de dénonciations de candidats aux dernières élections législatives sur les injustices dont ils auraient été victimes de la part des juges du BCED et du BCEN;

3- la publication d'un Arrêté Présidentiel, en dehors du dialogue recommandé par la Commission, convoquant le peuple en ses comices pour un second tour des élections présidentielles et législatives partielles le 24 Janvier, malgré le déficit de crédibilité de l'institution électorale et la perte totale de confiance dont elle est l'objet.

De pareilles dispositions et l'aboutissement éventuel des élections prévues pour le 24 janvier risquent de faire basculer le pays dans des voies aventureuses d'une aggravation de la crise politique, d'une contestation permanente de la légitimité des "nouveaux élus" et d'une amplification de la crise économique et sociale.

Interpellée par ces nouveaux développements, la coalition d'organisations regroupant la SOFA, le CNO, le CONHANE et le RNDDH, ayant observé le processus électoral, en appelle au sens de responsabilité des détenteurs du pouvoir exécutif et des membres du *Conseil Electoral Provisoire* (CEP), en vue d'arrêter ces dérives qui mettent en péril leur mission constitutionnelle.

La coalition exhorte les gouvernants et les acteurs politiques concernés à mesurer l'ampleur de la crise dans laquelle le pays s'enfonce ainsi que ses conséquences sur la vie du peuple haïtien.

Jeudi 7 janvier 2016.